

# **Suisse : en soutien à la grève générale des travailleurs/euses en Grèce**

jeudi 6 mai 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2010).

**Texte remis à la presse à Genève lors du rassemblement de soutien à la grève générale des travailleuses et travailleurs en Grèce, mercredi 5 mai à 18 heures, devant la mission permanente de Grèce auprès des Nations Unies, à la rue du Léman.**

Nous tenons à exprimer notre soutien à la grève générale des travailleurs et travailleuses de Grèce en lutte contre le plan d'austérité draconien et totalement injuste que les gouvernements de la zone euro et le Fonds Monétaire International veulent leur imposer.

Il est pour le moins indécent d'entendre des commentateurs parler d'une victoire de la Grèce à propos du prêt de 110 milliards d'euros, assorti de conditionnalités ultra-rigoureuses, accordé par les Etats de la zone euro et le FMI, dirigé par le social-démocrate D. Strauss-Kahn. Tous ces commentateurs ne veulent voir que le retour à la stabilité de l'euro et le fait que la Grèce va pouvoir continuer à rembourser ses créanciers, deux éléments par ailleurs très aléatoires. Par contre, ils taisent soigneusement le fait que ce plan va enfoncer la Grèce dans une profonde dépression économique et précipiter la majorité de sa population dans une régression sociale sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Ce plan « d'aide » a été concocté par le FMI et les Etats de la zone euro et imposé au nouveau gouvernement de Papandreou en « échange » des prêts consentis. Le gouvernement grec doit le soumettre pour approbation au parlement cette semaine encore.

Le plan prévoit l'octroi à la Grèce d'un prêt de 110 milliards d'euros sur 3 ans ; cela devrait lui permettre de faire face à ses échéances financières. Le gouvernement grec, de son côté, s'engage à ramener son déficit public de 13,6% de son PIB en 2009 à 2,6 % d'ici 2014, soit des économies de 30 milliards d'euros sur 3 ans, en plus de 4,5 milliards d'économies déjà décidées en mars mais jugées insuffisantes par les marchés financiers !

Le plan de rigueur imposé à la population grecque prévoit l'élévation de l'âge de la retraite, la suppression des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois pour les fonctionnaires et les retraités, le gel des retraites et des salaires dans le secteur public pendant 4 ans, la suppression massive d'emplois dans la fonction publique, la facilitation des licenciements, l'accélération des programmes de privatisations des activités publiques rentables, la réduction des dépenses sociales, le gel des investissements publics, l'augmentation de 10% des taxes sur l'alcool, le tabac, les carburants, l'augmentation du taux de la TVA qui frappe prioritairement les milieux populaires mais épargne les classes dominantes dont les membres se sont souvent enrichis par des pratiques frauduleuses et la corruption, et ont largement profité des prêts à la Grèce ou des subsides européens.

Le combat des salarié-e-s grecs est aussi notre combat : le sort que les gouvernements de la zone euro et le FMI veulent infliger aujourd'hui aux travailleurs/euses en Grèce, c'est celui que les classes dominantes s'appêtent à infliger demain à tous les travailleurs européens, et cela pour trois raisons :

1) Il s'agit, avec ce plan, d'un service rendu aux spéculateurs et aux marchés financiers, tout particulièrement les banques françaises et allemandes fortement engagées dans la dette obligataire grecque. Le plan du FMI et des ministres des finances de la zone euro privilégie clairement leurs intérêts. Rappelons que ces spéculateurs qui se finançaient auprès de la Banque centrale européenne (BCE) à un taux de 1 % prêtaient à la Grèce au taux de 7 % (et jusqu'à 11 % la semaine dernière), voire à 18 % pour les obligations grecques à 2 ans !

Aucune contribution n'est demandée à ces créanciers alors même que ces banques et instituts financiers ont eux-mêmes alimenté l'endettement de la Grèce et que plusieurs banques d'affaires internationales, dont Goldman Sachs, ont participé à des opérations de maquillage des comptes pour permettre au gouvernement de droite précédant celui de Papandreou d'afficher des déficits très inférieurs à leur niveau réel.

2) Une telle issue ne peut que renforcer la spéculation sur la dette d'autres pays européens car ces financiers sont désormais assurés qu'en cas de crise, le FMI et les Etats interviendront pour préserver leurs intérêts.

3) Le plan d'austérité imposé à la population grecque est un signal adressé à tous les gouvernements européens qu'ils doivent sans tarder adopter des politiques de rigueur drastiques pour réduire leurs déficits publics, sous peine de se trouver demain dans la situation de la Grèce. C'est le cas du Portugal, de l'Espagne, de l'Irlande, de l'Italie, mais aussi de la France et de la Grande-Bretagne. Tous ces pays affichent en effet des déficits publics excédant largement la norme du « pacte de stabilité européen » (3 %). C'est un signal adressé aux classes dominantes de tous les pays européens qu'elles doivent imposer des sacrifices aux travailleurs européens pour leur faire payer la crise et renforcer la rentabilité du capital.

Ce qui se passe avec ce plan d'austérité imposé aux salariés et retraités en Grèce est symptomatique des développements de la crise. Après l'éclatement de la crise des subprimes qui a débouché à l'automne 2008 sur une crise financière mondiale avec la faillite de Lehman Brothers, les Etats ont immédiatement débloqué des milliers de milliards de dollars pour venir au secours de leurs banques. A peine renflouées, les banques d'affaires à l'origine de cette crise financière se sont remises, comme si de rien n'était, à spéculer sur les matières premières, les actions et les devises, mais aussi désormais sur les dettes obligataires des Etats ; ces derniers se sont en effet massivement endettés pour renflouer les banques et faire face à la crise. Ces banques ont recommencé à afficher des profits substantiels dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Et maintenant, ces banques et financiers utilisent l'argent mis à leur disposition par les Banques centrales à des taux d'intérêt proches de zéro pour spéculer massivement sur les dettes obligataires, en commençant par les Etats les plus faibles, n'hésitant pas à les enfoncer encore plus dans la crise ; après les faibles, les Etats forts seront à leur tour sommés de réduire leurs coûts, leurs coûts sociaux bien entendu.

Notons encore qu'au sein de l'Union européenne les chauvinismes nationaux se sont donnés libre cours, particulièrement en Allemagne, dont les journaux populaires ont tenu des propos insultants et méprisants envers la population grecque. Compte tenu de la logique de compétition et de concurrence « libre et non faussée » qui prévaut dans l'Union européenne et consacre la loi du plus fort, il ne saurait en être autrement. D'ailleurs, la France et l'Allemagne qui empruntent à 3 % vont imposer un taux de 5 % à la Grèce. Quelle solidarité européenne est-ce là ?

Notre soutien la grève générale des salariés, des retraités et des agriculteurs grecs parce que pensons qu'il est temps de rompre cette dictature des marchés financiers sur toutes les activités sociales et sur les conditions de vie de la population mondiale qui caractérise le stade actuel du capitalisme. Ces marchés financiers sont des machines à capter les profits provenant du travail humain et du pillage de la nature ; elles cannibalisent les économies et les conditions sociales et

environnementales des populations. Elles sont désormais totalement irrationnelles et n'ont plus le moindre rapport avec la production de valeurs répondant aux besoins des populations ou avec l'amélioration des conditions de vie de ces dernières.

Le 5 mai 2010

---